



Perspectives chinoises

2012/2 | 2012

Mao aujourd'hui : une icône politique pour une époque prospère

La main visible de Pékin

Luttes de pouvoir et interventions politiques dans l'élection du chef de l'exécutif de Hong Kong

Karita Kan

Traducteur : Florent Chevallier



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/5751>

ISSN : 1996-4609

Éditeur

Centre d'étude français sur la Chine contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 4 juin 2012

Pagination : 85-89

ISBN : 979-10-91019-03-3

ISSN : 1021-9013

Référence électronique

Karita Kan, « La main visible de Pékin », *Perspectives chinoises* [En ligne], 2012/2 | 2012, mis en ligne le 30 juin 2012, consulté le 28 octobre 2019. URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/5751>

© Tous droits réservés

La main visible de Pékin

Luttes de pouvoir et interventions politiques dans l'élection du chef de l'exécutif de Hong Kong

KARITA KAN

L'identité du prochain chef de l'exécutif hongkongais a été révélée le 25 mars 2012, lorsque les 1 193 membres du comité électoral, composé en grande partie de dirigeants économiques et de personnalités influentes pro-Pékin, ont voté en majorité pour Leung Chun-ying (C. Y.). Ce dernier a battu son principal opposant, l'ex-Premier secrétaire de l'administration Henry Tang Yin-yen, par 689 voix contre 285. Le troisième candidat, le président du Parti Démocratique Albert Ho Chun-yan, n'a obtenu que 76 voix.

Marquée par les controverses, la course pour le poste suprême de la Région administrative spéciale (RAS) a débuté en novembre 2011 après la démission de Leung du Conseil exécutif et l'annonce officielle de sa candidature. Tous deux issus de l'important camp « pro-establishment » (*jianzhi* 建制), Tang et Leung ont mené la première campagne opposant directement deux candidats venus du même bord de l'échiquier politique. Jusqu'au début de l'année 2012, l'impression générale était toujours que Tang, soutenu par les magnats, sortirait vainqueur. Fils d'une riche famille de l'industrie textile avec de bonnes relations politiques sur le continent, Tang s'est assuré, dès le départ, le soutien du monde des affaires et des promoteurs immobiliers les plus importants de Hong Kong, notamment Li Ka-shing, de Cheung Kong Holdings, Raymond et Walter Kwok de Sun Hung Kai Property, et Lee Shau-kee de Henderson Land Development. Il était alors largement considéré comme le candidat incontesté de Pékin et le meilleur choix pour une transition politique en douceur. De fait, les partisans de Tang respirent depuis le début une telle confiance en eux que l'un d'entre eux est allé jusqu'à inviter les autres candidats privés de la bénédiction de Pékin à considérer la situation dans son ensemble (*guquan daju* 顧全大局) et à abandonner la course⁽¹⁾.

L'époque « un pays, deux systèmes » est-elle dépassée ?

Le fait que Leung l'emporte sur Tang après une campagne de longue haleine a suscité des spéculations au sujet du système de soutien politique à l'œuvre en coulisses pour concevoir sa victoire. La rapide chute de popularité de Tang a été causée par une série explosive de scandales. Le 13 février, les journaux locaux ont révélé que Tang avait construit, illégalement, un « palais souterrain » de plus de 220 mètres carrés sous sa résidence. Tang s'en est défendu en disant que les descriptions rapportées étaient erronées, et en insistant sur le fait qu'il s'agissait d'un simple espace de rangement. L'inspection du Département des constructions confirma par la suite l'existence d'un immense sous-sol. Le candidat réagit immédiatement en faisant endosser la responsabilité à sa femme, Lisa Kuo Yu-chin, racontant aux journalistes que « [le sous-sol] était une idée de ma femme ». En larmes, Kuo admit avoir « seulement voulu préparer un endroit confortable pour ma famille » et qu'elle était « très très désolée »⁽²⁾. Le geste imprudent de Tang

incita le tabloïd local et anti-establishment *Apple Daily* à l'accuser de vendre sa femme pour le pouvoir⁽³⁾. Le *South China Morning Post* publia également un éditorial accablant pour appeler Tang à se retirer de la course au motif que « sa probité avait sérieusement été écornée »⁽⁴⁾. « Une omission n'est peut-être pas fatale », peut-on lire dans cet éditorial, « mais tenter de maquiller son erreur est un suicide politique ». Une semaine plus tard, des emails privés de Tang échangés avec sa maîtresse présumée furent rendus publics, suivis par la diffusion de photos de son enfant naturel, né avant son mariage avec Kuo. Cela relança une frénésie de rumeurs sur les liaisons extra-maritales de Tang et alimenta les remarques l'accusant de malhonnêteté, d'infidélité et de « déséquilibre émotionnel » (*ganqing qeshi* 感情缺失).

L'éditorialiste Willy Lam Wo-lap et le professeur d'informatique Li Tak-shing de l'Université libre (Open University) ont tous deux prévenu que ces « documents compromettants » (litt. « documents noirs » *hei cailiao* 黑材料) pourraient bien en réalité provenir des services de renseignement et de sécurité nationale travaillant pour Pékin⁽⁵⁾. Lam a nommé le Bureau central de liaison (BCL) (*zhongyang renmin zhengfu zhu Xianggang tebie xingzhengqu lianluo bangongshi* 中央人民政府駐香港特別行政區聯絡辦公室), un organisme du gouvernement central de Chine populaire, et *de facto* du Front uni (*tongzhan* 統戰) en charge de la propagande, le successeur du bureau hongkongais de l'agence de presse *Xinhua*⁽⁶⁾. Selon lui, le BCL est un organe bureaucratique étendu, avec 23 directions travaillant sous l'autorité d'un directeur et de neuf directeurs adjoints⁽⁷⁾. Certains des documents compromettants pourraient provenir de l'unité de guerre psychologique du BCL.

1. Cette remarque a été faite par Lam Tai-fai en septembre 2011. Voir Chris Yeung, « Tang supporters hand first-round victory to Leung » [Les partisans de Tang tendent à Leung une victoire au premier tour], *Hong Kong Economic Journal*, 19 septembre 2011
2. Beh Lih Yi, « HK leader candidate blames wife for 'underground palace' » [Le dirigeant de Hong Kong-candidat reproche à sa femme le "palais souterrain"], *Agence France-Presse News*, 18 février 2012.
3. *Ibid.*
4. « Tang has no option but to quit the race » [Tang n'a pas d'autre choix que d'abandonner la course], *South China Morning Post*, éditorial, 17 février 2012.
5. Willy Lam, « From Liaison Office ruling Hong Kong to National Security ruling Hong Kong » [De "Hong Kong dirigé par le bureau de liaison" à "Hong Kong dirigé par la sécurité nationale"], *Apple Daily*, 12 mars 2012. Li Tak-shing, « Mainland intelligence services intervened in Hong Kong election » [Les services de renseignement continentaux sont intervenus dans l'élection à Hong Kong], *Apple Daily*, 28 mars 2012.
6. Officiellement, le BCL est chargé de la liaison avec la garnison de l'Armée populaire de libération établie à Hong Kong (*Zhongguo renmin jiefang jun zhu Xianggang budui* 中國人民解放軍駐香港部隊), le Bureau du commissaire du ministre des Affaires étrangères de la RPC dans la RAS de Hong Kong (*Zhonghua renmin gongheguo waijiaobu zhu Xianggang tebie xingzhengqu tepaiyuan gongshu* 中華人民共和國外交部駐香港特別行政區特派員公署) et aussi les entreprises chinoises à Hong Kong.
7. Lam oppose ce fonctionnement à celui d'un bureau normal du Parti dans les provinces chinoises, qui dispose généralement d'un seul secrétaire du Parti épaulé par des vice-secrétaires. Source : séminaire sur l'élection du chef de l'exécutif à Hong Kong organisé par le Centre français d'études sur la Chine contemporaine, 12 avril 2012, enregistrement en ligne (en anglais) www.cfcf.com.hk/rubrique.php?id=161 (consulté le 15 mai 2012).

Alors que cette affirmation est difficile à prouver, de nombreuses personnes ont souligné pour le dénoncer le rôle controversé joué par le BCL pendant l'élection. Deux journaux, le *Hong Kong Economic Journal* et le *Sing Pao* auraient reçu des pressions de la part du BCL pour favoriser un candidat. Dans le cas du *Sing Pao*, une « main invisible » a corrigé le fond de l'éditorial de Johnny Lau en transformant la phrase « ni Tang ni Leung ne valent qu'on les soutienne » en « je choisirais plutôt Leung ». On découvrit qu'un fonctionnaire du BCL, Cao Erbao, était intervenu pour protéger Leung des accusations d'avoir failli en ne déclarant pas le conflit d'intérêts dans lequel il fut impliqué en 2001 lors du concours destiné à concevoir le Centre culturel de Kowloon Ouest, concours dont il était l'un des jurés, en faisant pression sur le directeur du Bureau du Chef de l'exécutif pour qu'il ne révèle pas les détails de la compétition⁽⁹⁾. Le BCL était aussi tenu pour responsable de la pluie de votes qui s'est abattue à la dernière minute en faveur de Leung⁽⁹⁾. Bien qu'il ait nié tout démarchage électoral, la visite de Leung au siège du BCL immédiatement après sa victoire a été largement considérée comme l'expression de sa gratitude (*xièpiào* 謝票) et n'a rien fait pour calmer le malaise de l'opinion.

Le *Hong Kong Economic Journal* affirme que l'intervention autoritaire du BCL dans l'élection manifeste son intention d'officialiser son rôle à Hong Kong de seconde équipe gouvernante (*dier zhiguanzhi duiwu* 第二支管治隊伍), en assumant une position discrète de co-gouvernance (*yinxing gongzhi* 隱性共治) et de partage du pouvoir (*gongxiang quanli* 共享權力)⁽¹⁰⁾. La notion de seconde équipe gouvernante est entrée dans le vocabulaire politique de Hong Kong en 2009 lorsque l'article de Cao Erbao dans le *Study Time*, une publication du Parti communiste chinois (PCC), a suscité un débat public. Cao y proposait que la Région administrative spéciale soit gouvernée par deux équipes, l'une ayant à sa tête le chef de l'exécutif de Hong Kong, l'autre composée de fonctionnaires du continent supervisant les affaires hongkongaises⁽¹¹⁾.

C'est l'atteinte à cette autonomie, consacrée par le principe « des Hongkongais pour diriger Hong Kong » (*Gangren zhi Gang* 港人治港) que les citoyens craignent à présent. Le *Hong Kong Economic Journal* suggère que la RAS a terminé la transition de son écosystème politique en partant de l'ère où « des hommes d'affaires dirigent Hong Kong » (*shangren zhi Gang* 商人治港) sous Tung Chee-hwa (1997-2005), en passant par celle où « des fonctionnaires dirigent Hong Kong » (*gongfuyuan zhi Gang* 公務員治港) sous Donald Tsang (2005-2012), et arrivant à une époque où « les cadres ou les membres du Parti communiste dirigent Hong Kong » (*ganbu zhi Gang, dangren zhi Gang* 干部治港、黨人治港) sous Leung⁽¹²⁾. Willy Lam prédit que le gouvernement hongkongais sera réduit à l'état de simple marionnette du Bureau central de liaison et que l'équilibre entre les intérêts fonciers et économiques sera aussi redéfini pour permettre l'ascension des capitalistes rouges (*hongse zibenjia* 紅色資本家) à Hong Kong⁽¹³⁾.

Alors que les médias croulaient sous les nouvelles expressions comme la « régularisation de l'intervention du BCL » (*zhonglianban ganzheng changuihua* 中聯辦干政常規化), le « district de l'Ouest dirige Hong Kong » (*Xihuan zhi Gang* 西環治港), et « l'ère post-Un pays, deux systèmes » (*hou yiguo liangzhi niandai* 後一國兩制年代), la publication très médiatisée de *My Time in Hong Kong's Underground Communist Party* par Florence Leung Mo-han, ancien membre du PCC, a provoqué de nouveaux cris une semaine avant l'élection. Elle prétendait que Leung était secrètement membre du PCC, tout comme de nombreux fonctionnaires hongkongais, et qu'il a concouru parce qu'il avait été choisi par des hommes influents au sein du Politburo⁽¹⁴⁾. Albert Cheng King Hon, ancien conseiller législatif et présen-

tateur de plusieurs talk-shows populaires, est allé jusqu'à suggérer que Leung aurait en fait été « l'élu » depuis le début – la présentation de Tang étant « seulement un écran de fumée pour donner l'impression d'une réelle compétition »⁽¹⁵⁾.

La Chongqing connection

D'autres soutiennent que la victoire de Leung est le résultat des luttes de pouvoir de haut niveau qui ont lieu à Pékin et sont liées à la chute récente de l'ancien secrétaire du Parti de Chongqing Bo Xilai. Selon l'éditorialiste de l'*Apple Daily* Zhang Hua, la victoire de Leung représente la victoire de Hu Jintao et de la Ligue de la jeunesse communiste sur Jiang Zemin et le clan des « fils de princes » (太子黨). Alors que Jiang a tissé des liens étroits avec le monde des affaires de Hong Kong et exerce son influence à travers le Bureau des Affaires hongkongaises et macanaises, le BCL est sous le contrôle de communistes masqués et de groupes gauchistes à Hong Kong et est une extension du pouvoir de Hu dans la RAS de Hong Kong⁽¹⁶⁾.

Selon l'analyse de Willy Lam, le clan de Jiang aurait soutenu Tang, mais avec la maladie du Président chinois au début de l'année 2011, ce dernier n'aurait plus été en mesure d'obtenir des soutiens pour Tang. Le tournant aurait eu lieu début mai quand le clan aurait été fortement affaibli par l'éviction de Bo Xilai. La disgrâce de Bo constituerait un bouleversement fondamental dans l'équilibre des pouvoirs entre les deux factions rivales, et donne à Hu les pouvoirs nécessaires pour accélérer la progression de Leung.

D'après le *South China Morning Post*, un homme d'État est venu en personne à Shenzhen le 20 mars pour rencontrer les dirigeants de la Fédération des associations du Guangdong et des Associations du Fujian, et les a persuadés de se rallier à Leung⁽¹⁷⁾. Cet homme d'État, selon ce que suggèrent à la fois le *Hong Kong Economic Journal* et Willy Lam, serait Liu Yandong, chef adjoint du Groupe pilote sur les affaires de Hong Kong et Macao et soutien de Hu⁽¹⁸⁾. L'ancien chef de l'exécutif de Hong Kong Tung Chee-hwa a également joué un rôle pour changer l'opinion du vice-Président Xi Jinping, un protégé de Jiang. Comme le remarque le *South China Morning Post*, Tung

8. Stuart Lau, « Anger at 'Beijing media meddling' » [Colère contre "l'immiscion des médias de Pékin"], *South China Morning Post*, 23 mars 2012.
9. Peter So, « Victor denies interference » [Le vainqueur nie toute interférence], *South China Morning Post*, 26 mars 2012.
10. « Concerns over 'One Country, Two Systems' and a 'High Degree of Autonomy' » [Inquiétudes sur "Un pays, deux systèmes" et un "haut degré d'autonomie"], *Hong Kong Economic Journal*, éditorial, 27 mars 2012.
11. Cao Erbao, « Governing Hong Kong under the conditions of 'One Country, Two Systems' » [Gouverner Hong Kong selon les conditions de "Un pays, deux systèmes"] (*Yiguo liangzhi tiaojian xia xianggang de guan zhi lilian*), *Study Times* (Xuexi Shibao), n° 422, 29 janvier 2008, http://www.china.com.cn/xxsb/txt/2008-01/29/content_9610867.htm (consulté le 15 mai 2012) ; traduction anglaise par Margaret Ng : www.civicparty.hk/cp/media/pdf/090506_cao_eng.pdf (consulté le 15 mai 2012).
12. « Concerns over 'One Country, Two Systems' and a 'High Degree of Autonomy' », art. cit.
13. Willy Lam, « 'One Country, Two Systems' enters dark age » ["Un pays, deux systèmes" entre dans un âge sombre], *Apple Daily*, 26 mars 2012.
14. Florence Leung, « Underground Communists already in town » [Les communistes masqués sont déjà en ville], *Open Magazine*, n° 303, mars 2012. Voir aussi son livre *My Time in Hong Kong's Underground Communist Party* (*Wo yu xianggang dixiadang*), Hong Kong, Open Books, avril 2012.
15. Albert Cheng King Hon, « Election outcome could erode our very foundations » [Le résultat de l'élection pourrait saper jusqu'à nos fondations], *South China Morning Post*, 24 mars 2012.
16. Zhang Hua, « Tang's defeat a severe blow to Jiang » [La défaite de Tang est un coup dur pour Jiang], *Apple Daily*, 26 mars 2012.
17. « Beijing lobbies in push for a Leung victory » [Les lobbys de Pékin font pression pour la victoire de Leung], *South China Morning Post*, 21 mars 2012.
18. « High-profile intervention; CLO may become second governing team » [Une intervention très médiatisée ; le BCL pourrait devenir la seconde équipe gouvernante], *Hong Kong Economic Journal*, 26 mars 2012.

« était largement considéré comme étant en coulisses l'un des soutiens clés de Leung. Il accompagna Xi lors de sa visite aux États-Unis en février au cours de laquelle il l'aurait persuadé de soutenir Leung⁽¹⁹⁾.

L'analyste Leen Yuet Cheng conteste que la chute de Bo ait unilatéralement bénéficié à la campagne de Hu en faveur de Leung⁽²⁰⁾. Il fait valoir qu'au moins trois partis sont en lice pour le pouvoir à Chongqing, à savoir les clans de Hu, Jiang et Bo. La chute de Bo n'a pas signé celle du clan de Jiang, mais l'a au contraire renforcé. On peut le constater, avance-t-il, dans le remplacement de Bo par Zhang Dejiang, un protégé de l'ancien Président. En conséquence, la victoire de Leung sur Tang ne peut pas être simplement attribuée à la montée en puissance de Hu par rapport à Jiang à l'issue des événements de Chongqing. L'analyste Chan Jing-sun du *Yazhou Zhoukan* prétend que même une telle lecture est encore trop simpliste⁽²¹⁾. Les réseaux complexes et les relations de pouvoir à l'œuvre à Pékin ne peuvent pas se réduire à des luttes entre deux ou même trois factions. Leung comme Tang faisaient des candidats acceptables pour Pékin ; il se trouve que c'est Tang qui a perdu.

La nouvelle politique hongkongaise de Pékin

Le soutien de l'opinion pour le candidat était une pièce centrale de la rhétorique de Pékin au cours cette élection. Le Premier ministre Wen Jiabao a déclaré le 14 mars que le prochain chef de l'exécutif devrait bénéficier du soutien de la « vaste majorité » de la métropole. Malgré une chute de popularité continue avant l'élection, Leung a toujours été en tête dans les sondages depuis octobre 2011⁽²²⁾. Est-ce que l'opinion publique avait un rôle à jouer ? Selon une étude menée par l'Université chinoise de Hong Kong, la plupart des partisans de Leung avaient plus de 51 ans, des revenus et un niveau d'études plutôt bas⁽²³⁾. Les origines humbles de Leung, fils de policier, contrastaient avec celles de Tang, à qui collait l'image d'être « né avec une cuillère d'argent dans la bouche » et lui permettaient un contact plus direct avec le citoyen lambda⁽²⁴⁾. Ceux qui travaillent au contact de la base, comme Ho Hei-wah de la Society for Community Organisation, disent que Leung a une « vraie compréhension des problèmes des gens »⁽²⁵⁾.

Pour compenser cette image, Tang s'était engagé dans son programme politique à accorder une attention spéciale aux classes moyennes ainsi qu'aux petites et moyennes entreprises. Il avait proposé des allègements fiscaux aux travailleurs des classes moyennes, et promis de créer 100 000 emplois sur cinq ans dans six branches industrielles, en aidant les industries technologiques, culturelles et créatives par des taux d'imposition allégés. Il avait prévu de passer à 15 le nombre d'années d'études gratuites (à partir de la maternelle, ndT), d'accorder aux personnes âgées éligibles un revenu mensuel de 3 000 HKD, et d'étendre les prestations aux retraités installés dans le Guangdong. Leung a de la même manière proposé une subvention mensuelle pour le troisième âge qui serait accordée en plus de l'allocation existante. Il a appelé à réviser le niveau des salaires minimums et de mettre en place un comité de réflexion chargé de définir une politique de limitation du temps de travail. Pour créer une société agréable pour les familles, il s'est engagé à mener des politiques innovantes comme la flexibilité du temps de travail ou le travail à domicile. Pour faire face aux inquiétudes environnementales, Leung a également proposé des moyens de contrôle légaux sur les éclairages extérieurs pour limiter la pollution lumineuse⁽²⁶⁾.

Baucoup pensent que les programmes des deux candidats sont au fond très largement identiques. Ce qui a aidé Leung, à part son image proche du peuple, a peut-être été son combat contre l'hégémonie de la finance et de

l'immobilier (*fan jizhong baquan, fan dichan baquan* 反金融霸權、反地產霸權), une rhétorique qui a trouvé dès le début une forte résonance parmi les Hongkongais. Alors que la plupart des magnats de l'immobilier se ralliaient à son adversaire, Leung pouvait déclarer comme si de rien n'était que les « politiques concernant les terrains et les logements appliquées de longue date et qui rendent les foyers chers et douloureusement exigus » devaient être modifiées⁽²⁷⁾. Dans son agenda politique, Leung a proposé l'introduction d'un système qui se résume ainsi : « les propriétés de Hong Kong pour les résidents de Hong Kong » et selon lequel les logements achevés ne pourront être vendus qu'aux résidents de la SAR. Il a également proposé d'introduire des prêts à taux faibles, voire nuls, pour aider les familles de classe moyenne, et s'est engagé à construire plus de logements locatifs publics, de fournir des logements temporaires à ceux qui vivent dans les infâmes appartements divisés, les maisons-cages et autres « appartements cabines ». Sa politique en matière de logement subit toutefois des attaques lorsque son adversaire, Tang, rappela à l'opinion la responsabilité de Leung dans le plan visant à fournir 85 000 logements par an (*bawanwu jianwu jihua* 八萬五建屋計劃) proposé par l'administration de Tung Chee-hwa en 1997. Établi avec pour objectif d'offrir sous dix ans un logement abordable à 70 % des familles hongkongaises, ce plan a été très critiqué à cause de l'effondrement du marché immobilier consécutif à la crise financière asiatique. Tang lui-même proposa la construction de dortoirs locatifs temporaires et subventionnés réservés aux célibataires de moins de 35 ans dans l'espoir d'apaiser le mécontentement des jeunes face au manque flagrant de logements abordables pour les primo-accédants à la propriété. Il a également rajouté la garantie de construire 40 000 logements en plus de l'objectif des 75 000 prévus au cours des cinq prochaines années⁽²⁸⁾.

La colère populaire a grandi contre l'élargissement du fossé entre riches et pauvres et contre la collusion dans les hautes sphères. Les récents scandales impliquant le chef de l'exécutif sur le départ Donald Tsang, l'ex-Premier secrétaire Raphael Hui et les magnats de Sun Hung Kai ont confirmé les soupçons de collusion entre le gouvernement et les entreprises. Dès mars 2010, le Premier ministre Wen Jiabao avait déjà averti l'équipe de Tang de la nécessité de s'occuper des profonds conflits structurels (*shen cengci mao-*

19. Tammy Tam, « Beijing Rethinks its Hong Kong policies », [Pékin redéfinit sa politique pour Hong Kong], *South China Morning Post*, 17 avril 2012.

20. Leen Yuet Cheng, « Trap laid in call for great reconciliation » [Le piège de l'appel à la grande réconciliation], *Hong Kong Economic Journal*, 23 mars 2012, http://kurtlau.blogspot.com/2012/03/blog-post_759.html (consulté le 15 mai 2012).

21. Chan Jing-sun, « Hong Kong's collective anxiety and witch-hunting mentality » [L'angoisse collective de Hong Kong et la mentalité de chasse aux sorcières], *Yazhou Zhoukan*, n° 14, 8 avril 2012, www.yzzk.com/cfm/Content_Archive.cfm?Channel=ae&Path=3672576582/14ae2.cfm (consulté le 15 mai 2012).

22. Tanna Chong, « Will C.Y. Leung still meet the people now he's won? » [C. Y. Leung continuera-t-il de rencontrer le peuple maintenant qu'il a gagné ?], *South China Morning Post*, 10 avril 2012.

23. Albert Cheng, « Leung's clumsy backers shoot whole camp in the foot » [Les partisans maladroits de Leung tirent une balle dans le pied de tout leur camp], *South China Morning Post*, 11 avril 2012.

24. Tanna Chong, *art. cit.*

25. *Ibid.*

26. Li Likui, « Tang reveals election Platform » [Tang présente son programme électoral], *China Daily*, 20 décembre 2011. Gary Cheung, Ng Kang-chung et Colleen Lee, « Cash for the elderly on Henry Tang's agenda » [De l'argent pour les séniors dans l'agenda de Henry Tang], *South China Morning Post*, 13 février 2012. Kahon Chan, « Leung stresses promise for 'clean fight' » [Leung insiste sur la promesse d'un "combat propre"], *China Daily Asia Pacific*, 9 mars 2012.

27. James Pomfret et Alex Frew McMillan, « New Hong Kong leader faces stiff test after poll win » [Le nouveau dirigeant de Hong Kong face à un redoutable test après sa victoire dans les urnes], Reuters, 26 mars 2012.

28. Pour une comparaison détaillée des programmes électoraux des candidats, voir le site internet des Professional Commons, <http://ceplatform2012.hk/wp/en> (consulté le 15 Mai 2012).

dun 深層次矛盾) de la RAS. Pékin pourrait considérer la menace potentielle qui pèse sur la stabilité sociale comme une raison de reconsidérer sa politique en faveur du monde des affaires, et laisser Leung gagner pourrait être le signe que cette décision a été prise⁽²⁹⁾. Plusieurs des conseillers-clés auprès des dirigeants continentaux étaient favorables au monde des affaires. Par exemple Liao Hui, ancien directeur du Bureau des affaires hongkongaises et macanaises, « croyait profondément que la stabilité de Hong Kong reposait sur la préservation des intérêts de la communauté des hommes d'affaires afin de protéger au mieux le système capitaliste de la région administrative spéciale » selon le *South China Morning Post*⁽³⁰⁾.

Mises à part les inquiétudes quant à la stabilité sociale, Pékin aurait d'autres raisons de se montrer moins favorables aux affaires. Fung Wai-kwong du Parti démocratique suggère que l'affaiblissement de l'alliance entre les « magnats du développement immobilier de Pékin et de [Hong Kong] » est une décision stratégique pour lutter contre le particularisme local de la Région administrative spéciale⁽³¹⁾. Pékin a besoin de faire preuve d'une poigne de fer face aux puissantes entreprises de Hong Kong. L'ancien député de l'Assemblée nationale populaire (ANP) Ng Hong-man a écrit que l'élection du chef de l'exécutif n'était pas une simple compétition entre Leung et Tang, mais plutôt entre le gouvernement central et les coalitions d'intérêts de Hong Kong (利益集團)⁽³²⁾.

Cette lecture nous éclaire sur l'un des défis les plus déterminants auquel Leung devra faire face lorsqu'il prendra ses fonctions le 1^{er} juillet. Après sa victoire, des appels répétés à la « grande réconciliation » (*dahejie* 大和解) et à la « grande unité » (*datuanjie* 大團結) furent lancés. Le Président Hu Jintao appela Leung à unir les différents secteurs et à favoriser l'harmonie, alors que Wang Guanya, le directeur du Bureau des affaires hongkongaises et macanaises pressait les différentes factions à mettre leurs différends de côté. Derrière ces discours se cache un appel à rééquilibrer les pouvoirs et redistribuer les intérêts. Comme le fait remarquer Johnny Lau, l'appel à la réconciliation est vraiment un appel à redéfinir et reconfigurer les intérêts au sein du bloc pro-establishment.

Bombes à retardement

Alors que la date du vote approchait et que la perspective d'une victoire de C. Y. Leung devenait de plus en plus probable, sa cote de popularité chuta et de nombreux commentateurs exprimèrent leur opposition. Anson Chan, ancienne Premier secrétaire et figure marquante du bloc pandémocratique se rallia même à l'idée de voter au sein de comité électoral pour Tang afin d'empêcher Leung, qu'elle traite de caméléon, de gagner. Comme l'a signalé Chan Jing-sun, un climat de peur du PCC (*konggong* 恐共) et d'angoisse collective (*jiti jiaolü* 集體焦慮) s'installa sur Hong Kong. Cette dernière s'est concentrée sur la mise en œuvre controversée de l'article 23 de la Loi fondamentale de Hong Kong, qui avait été enterrée après avoir provoqué de grandes manifestations le 1^{er} juillet 2003. Lors d'une rencontre avec la Fédération des syndicats de Hong Kong, Wang Guanya déclara de manière explicite qu'une fois trouvé le consensus au sein de la société, l'article 23 devrait être légalement adopté dans la RAS. La tâche pourrait bien revenir à Leung – l'hypothèse a été émise que Pékin pourrait donner du temps à Leung pour retrouver le soutien de l'opinion grâce à des mesures économiques populaires avant de l'obliger à mettre en œuvre l'article en question. L'incertitude qui règne actuellement autour de l'article 23 est qualifiée par Johnny Lau de « nœud » (*xinjie* 心結) dans le cœur de Pékin, qui ne sera pas tranquille tant que la loi n'aura pas été votée⁽³³⁾. La défiance envers la

position de Leung sur la question s'est trouvée renforcée lorsque son grand rival du moment, Tang, a allégué lors d'un débat que Leung avait proposé de faire intervenir la police antiémeutes contre les manifestants opposés à l'article 23 en 2003.

Des manifestants en colère accueillirent Leung le jour de sa victoire, et le *Hong Kong Economic Journal* donna à Leung l'étiquette de Chef de l'exécutif « trois fois faible » : faible nombre de voix, faible popularité et faible capacité à obtenir des soutiens. L'analyste Chris Yeung déclara qu'il s'agissait du plus mauvais départ possible pour un dirigeant⁽³⁴⁾. À côté de la nécessité de remédier à la fragmentation du bloc pro-establishment et de gagner le soutien des entreprises, des groupes professionnels et des fonctionnaires, la tâche la plus urgente de Leung est donc de convaincre les Hongkongais qu'il vaut la peine d'être soutenu. C'est peut-être dans une tentative de sauver sa popularité en chute libre que Leung misa sur le mécontentement généralisé envers les femmes enceintes venant du continent accoucher à Hong Kong en annonçant le 16 avril que le quota d'admissions dans les hôpitaux publics serait fixé à « zéro » pour les futures mères dont le mari n'est pas Hongkongais⁽³⁵⁾. Alors que beaucoup applaudirent cette mesure populaire, d'autres critiquèrent l'annonce par Leung de nouvelles mesures politiques comme étant un acte foulant aux pieds l'actuel gouvernement, et démontrant sa manière paternaliste et autoritaire de diriger.

En réalité, Pékin a exercé des pressions sur Leung pour avoir plus de prise sur la gouvernance. À la mi-mai, Zhu Yucheng, directeur de l'Institut des affaires hongkongaises et macanaises dépendant du Conseil des affaires d'État et allié de l'ex-Vice président Zeng Qinghong, a appelé Leung à soutenir un « régime dirigé par l'exécutif » dans la RAS⁽³⁶⁾. Selon Zhu, c'est ce système qui devrait être privilégié, et non une forme de séparation des trois pouvoirs, exécutif, législatif et judiciaire⁽³⁷⁾.

Si, comme Lin Xingzhi, le fondateur du *Hong Kong Economic Journal*, le suggère, Pékin s'apprête à lancer petit à petit son projet de transformer les « citoyens » (*shimin* 市民) en « sujets » (*guomin* 國民), alors Leung devra trouver le difficile équilibre entre la protection des intérêts de Hong Kong pour ne pas perdre le soutien de l'opinion et l'apaisement de ceux qui ont conçu sa victoire en l'aidant à gagner la bataille des cœurs et des esprits. Une façon de gagner sur Hong Kong pourrait être d'adopter des politiques économiques et de logements populaires, mais la demande d'un développement constitutionnel ne peut pas être ignorée. Dans son manifeste de février, Leung s'est engagé à réformer et à élargir la représentation aux élec-

29. « Premier Wen analyses problem of deep structural conflicts in Hong Kong » [Le Premier ministre Wen analyse le problème des profonds conflits structurels à Hong Kong], *Wen Wei Po*, 15 mars 2010.

30. Tammy Tam, *art. cit.*

31. Fung Wai-kwong, « The Era of C.Y. Leung amidst hopes for change » [L'ère de C. Y. Leung au milieu des espoirs de changement], *Hong Kong Economic Journal*, 10 avril 2012.

32. Ng Hong-man, « The contention between the central government and Hong Kong's interest coalitions » [La lutte entre le gouvernement central et les coalitions d'intérêts de Hong Kong], *Ming Pao*, 26 mars 2012.

33. « Wang Guanya said Article 23 must be legislated after achieving consensus » [Wang Guanya affirme que l'article 23 doit être voté après avoir trouvé un consensus], *Hong Kong Economic Journal*, 10 avril 2012.

34. Chris Yeung, « Worst possible start for Hong Kong's new leader » [Le pire départ possible pour le nouveau dirigeant de Hong Kong], *Hong Kong Economic Journal*, 26 mars 2012.

35. Leung a également proposé que les enfants nés de parents du continent ne donnent plus automatiquement le droit d'être résident permanent de Hong Kong. Emily Tsang et Lo Wei, « 'Zero' quota for mainland mums » [Quota "zéro" pour les mères du continent], *South China Morning Post*, 17 avril 2012.

36. Dennis Chong, « Beijing adviser calls for C.Y. to assert executive's role » [Un conseiller de Pékin demande à C. Y. d'affirmer le rôle de l'exécutif], *South China Morning Post*, 13 mai 2012.

37. *Ibid.*

tions de district de 2016, et à entamer les discussions pour la mise en œuvre du suffrage universel lors de l'élection du chef de l'exécutif de 2017. En particulier, dans son programme électoral révisé diffusé en mars, la promesse initiale de « réformer » les circonscriptions fonctionnelles a été réécrite comme « l'examen » de l'extension du corps électoral qui les élit. Leung expliqua qu'il espérait donner « autant de place que possible » au public pour faire des propositions de réforme électorale⁽³⁸⁾. Une attitude aussi ambiguë pose des questions pour savoir si Leung sera déterminé à faire pression sur Pékin pour mettre en place le suffrage universel dans la RAS avant 2017.

La capacité de Pékin à accepter un virage vers plus de démocratie n'est pas clair non plus. Certains avancent que l'élection de cette année n'a fait que rajouter aux réserves de Pékin quant aux élections directes, en constatant à quel point une élection, même au sein d'un « petit cercle » avait pu devenir agitée et déstabilisante⁽³⁹⁾. La veille de la victoire électorale de Leung furent publiés les résultats du référendum civil de l'Université de Hong Kong, une parodie d'élection visant à évaluer le vote de la population si on lui en avait donné l'opportunité. Sur 222 290 suffrages, Leung recueillait 17,8 %, Tang 16,3 % et Ho 11,4 %. Une majorité de 54,6 % choisissait l'abstention – une manière de soutenir le mouvement du vote blanc lancé par le bloc pandémocratique pour protester contre l'élection en « petit cercle » (*xiao-quanzi xuanju* 小圈子選舉). Le taux de participation s'est trouvé amélioré

du fait de la propagation de rumeurs selon lesquelles le vote en ligne avait été rendu impossible par l'attaque de pirates informatiques. Pékin sera sûrement attentif à la possibilité d'une majorité absolue de bulletins blancs si le suffrage universel est mis en œuvre en parallèle d'un contrôle étroit des candidatures.

D'autres soutiennent que le suffrage universel sera mis en œuvre lorsque « la société hongkongaise sera au bord du chaos »⁽⁴⁰⁾. La préoccupation primordiale de Pékin de maintenir la stabilité le forcera à accepter le risque de donner satisfaction aux désirs démocratique de la métropole plutôt que de faire face à l'explosivité potentielle que représente une population inquiète. Cette décision malaisée souligne en fait le dilemme plus général auquel sont confrontés les dirigeants chinois aujourd'hui, l'incident de Wukan dans le Guangdong en étant un autre exemple récent. Il reste à voir si Hong Kong sera le premier laboratoire du changement en 2017 et si le suffrage universel chèrement acquis sera annonciateur de l'évolution de la Chine continentale, mais cette simple possibilité suffira à garder de nombreux regards braqués sur ce petit territoire.

■ Traduit par Florent Chevallier.

■ Karita Kan est doctorante en politique à l'Université d'Oxford et assistante de recherche au CEFC.

38. Kahon Chan, *art. cit.*

39. Yew Chiew Ping et Kwong Kin-ming, « The Hong Kong Chief Executive Election and its Aftermath » [L'élection du chef de l'exécutif de Hong Kong et ses conséquences], *EAI Background Brief*, n° 713, 13 Avril 2012.

40. « How did C.Y. Leung win the unlikely victory? (If he would) » [Comment C. Y. Leung a-t-il emporté cette victoire improbable ? (s'il l'emporte)], blog du *Hong Kong Economic Journal*, 20 mars 2012.